

Marché n° 002/2025

Mission d'AMO pour l'accompagnement à la passation d'un marché de maintenance, le contrôle et le suivi de l'entretien du parc d'ascenseurs des sites de l'UGECAM Alsace, l'accompagnement en cas de remplacements d'ascenseurs

UGECAM ALSACE

**ANNEXE 1 AU REGLEMENT DE CONSULTATION – PROCEDURES DE
DEMATERIALISATION**

Pour les consultations estimées supérieures à 25 000 € HT, les soumissionnaires remettront **obligatoirement** leur offre sous forme dématérialisée selon les modalités énoncées ci-dessous.

Remise des plis sous forme dématérialisée

Les soumissionnaires téléchargeront les documents contractuels et les documents additionnels dans leur intégralité sur le profil acheteur de l'UGECAM ALSACE, à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2722148&orgAcronyme=s7h>

Pour pouvoir télécharger les documents de la consultation et répondre par la voie dématérialisée, les soumissionnaires devront impérativement disposer d'un compte sur la plate-forme du site.

Les soumissionnaires devront déposer électroniquement leur candidature et leur offre sur le site du profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2722148&orgAcronyme=s7h>

Afin de pouvoir lire les documents électroniques mis en ligne par l'UGECAM ALSACE, les soumissionnaires devront disposer au minimum des logiciels permettant de lire les documents aux formats PDF, Word et Excel.

Dans le cas où le format utilisé par les soumissionnaires pour son offre n'est pas celui référencé ci-dessus, concernant notamment l'envoi de plans d'ensemble et de détails, les soumissionnaires devront indiquer avec précision le site où l'UGECAM ALSACE pourra se procurer la visionneuse lui permettant de lire ces documents.

Pour le nommage de leurs fichiers, les soumissionnaires y feront impérativement apparaître l'intitulé de la présente consultation, le nom de l'UGECAM ALSACE et le numéro de version du document.

Les fichiers ne devront pas dépasser individuellement une taille de 5 Mo.

Concernant les données financière ou chiffrées de l'offre, les soumissionnaires fourniront des documents en mode « révisable », Word ou Excel (bordereau de prix, feuille de calcul).

Pré requis :

Les soumissionnaires doivent s'assurer de disposer sur leur poste de travail des outils listés sur le profil acheteur afin d'être en mesure de déposer leur candidature et leur offre sous forme électronique. Ils pourront y tester les pré-requis techniques et y trouveront une aide en ligne.

Afin d'empêcher la diffusion de virus informatique, les fichiers en EXE et HTML ne seront pas acceptés. Seuls les fichiers portant les extensions suivantes seront acceptés : doc, docx, xls, xlsx, pdf, ppt et zip.

La personne signataire habilitée à engager l'entreprise pourra utiliser un certificat de signature électronique conforme au référentiel intersectoriel de sécurité. Cette signature électronique n'est pas imposée dans le cadre de la présente consultation.

Les frais d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des soumissionnaires, tout comme les frais d'accès au réseau.

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Les soumissionnaires peuvent se référer au lien suivant quant à l'acquisition d'une signature électronique :

<https://www.ssi.gouv.fr/administration/visade-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Modalités de transmission de la réponse électronique :

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

Pour pallier les éventuelles défaillances de transmission ou la présence d'un programme informatique malveillant dans la candidature et/ou dans l'offre transmise par voie électronique, les soumissionnaires sont invités à effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (CD ou DVD-rom, clé USB) ou sur support papier.

La copie de sauvegarde doit être envoyée sous plis scellé avec la mention « Copie de sauvegarde » dans les délais impartis pour la remise des plis.

Il est précisé aux soumissionnaires que cette copie de sauvegarde ne sera ouverte en lieu et place des plis contenant la candidature et l'offre transmis par voie électronique que lorsque ces derniers ne peuvent être ouverts ou contiennent un programme informatique malveillant.

Les copies de sauvegarde que le pouvoir adjudicateur n'aura pas eu besoin d'ouvrir seront détruits.

Dans le cas où aucune copie de sauvegarde n'aura été transmise et en présence d'un programme informatique malveillant détecté dans un document électronique relatif à la candidature et/ou à l'offre, la candidature ou l'offre contenue dans le document électronique concerné sera alors considérée comme irrecevable en raison du caractère techniquement inexploitable.

La transmission complète des candidatures et des offres, devra intervenir avant la date et l'heure limite de réception des offres publiées dans l'avis d'appel public à la concurrence et indiquées dans le présent règlement de la consultation sous peine d'irrecevabilité.

Communication pendant et après la consultation :

Les candidats ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation. L'ensemble des communications se feront uniquement via le profil acheteur de l'UGECAM ALSACE.

Textes de référence :

- Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
- Décret d'application n°2016-360 (marchés publics)
- Arrêté du 27 juillet 2018 relatif aux exigences minimales des outils et dispositifs de communication et d'échanges d'information par voie électronique dans le cadre de la commande publique
- Arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde
- Arrêté du 27 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles de la commande publique

- Arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique et abrogeant l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics / règlement eIDAS juillet 2014
- Arrêté du 14 avril 2017 relatif aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteur
- Arrêté du 14 avril 2017 modifié relatif aux données essentielles dans la commande publique
- Arrêté du 29 mars 2017 modifiant l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession